

Déclaration de Nicolas Sarkozy en Afrique du Sud

Aide publique au développement : La France vers une baisse de son engagement envers l'Afrique ?

Paris, le jeudi 28 février 2008 - Suite au discours du président de la République française devant le parlement Sud-Africain, le doute persiste quant à la réalité de l'engagement français d'accroître l'Aide Publique au Développement (APD) consacrée à l'Afrique.

Dans son discours prononcé au Cap, Nicolas Sarkozy exprime sa volonté de refonder les relations entre la France et l'Afrique sur le principe de transparence notamment en associant étroitement le parlement français aux grandes orientations de cette politique. Cependant les promesses relatives à la coopération au développement demeurent opaques.

Nicolas Sarkozy promet un engagement financier total de 10 milliards d'euros sur les cinq prochaines années pour l'Afrique sub-saharienne. Selon l'OCDE, la France a consacré près de 15 milliards d'euros d'APD à l'Afrique entre 2002 et 2006. Cette annonce constituerait donc une diminution des engagements français d'APD envers l'Afrique. Ceci entrerait en contradiction avec l'objectif que s'est fixé la France en 2005 aux côtés de ses partenaires de l'Union européenne (UE) de consacrer 0,7% de sa richesse nationale à l'APD d'ici 2015.

Par ailleurs il est difficile de faire la part, dans les mesures annoncées sur le développement, entre ce qui relève de la coopération économique et ce qui relève de la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Nicolas Sarkozy a pourtant confirmé cet engagement à l'occasion du dernier sommet du G8. Après plusieurs années d'augmentation, l'APD a pourtant reculé en 2007 et la première loi de finances du nouveau gouvernement entérine ce coup d'arrêt. L'augmentation de l'APD de la France ces dernières années était en effet largement due à la forte croissance des annulations de dettes et à certains artifices comptables qui ont permis de doper les statistiques.

Si certaines annulations de dettes permettent d'afficher une APD à la hausse en 2008, rien ne permet d'envisager l'atteinte des objectifs européens : pour tenir le calendrier annoncé par le Président de la République lors du G8, les crédits du budget de l'Etat devraient augmenter d'au moins un milliard d'euros par an jusqu'en 2015. Au contraire, ils sont en légère baisse en 2008 et la programmation de ressources nouvelles reste insuffisante au regard des objectifs fixés.

L'APD demeure un levier important pour le financement du développement, pour lequel la France a pris des engagements forts. Les populations vivant dans la pauvreté attendent beaucoup de l'UE en tant que premier bailleur de fonds à l'échelle mondiale. La France assurera au second semestre 2008 la présidence de l'UE. Coordination SUD invite donc le gouvernement français à se donner les moyens de respecter les engagements pris, afin de garder toute sa crédibilité en vue de conduire l'Europe à agir pour un réel rééquilibrage des rapports nord-sud.

« Dans un contexte budgétaire contraint, seul un engagement fort, sous forme de loi de programmation budgétaire pluriannuelle, peut garantir que l'APD demeurera une priorité politique -et donc budgétaire- de l'Etat », souligne Anne Héry, Secrétaire Générale de Coordination SUD.

Vue l'importance des montants en jeu et le poids des contraintes qui pèsent sur le budget de l'Etat, cet exercice devrait être réalisé au plus vite et donner lieu à un véritable débat parlementaire et citoyen.

Contacts presse

Florent Sebban

Tél. 01 44 72 87 13

sebban@coordinationsud.org

Katia Herrgott

Tél. 01 44 72 80 82

herrgott@coordinationsud.org

**Coordination SUD –
Solidarité Urgence
Développement** - est la
coordination nationale des
ONG françaises de solidarité
internationale. Fondée en
1994, elle rassemble
aujourd'hui six collectifs
d'ONG (CLONG-Volontariat,
CNAJEP, Coordination d'Agen,
CRID, FORIM, Groupe
Initiatives) et plus de 130
ONG qui mènent des actions
humanitaires d'urgence,
d'aide au développement, de
protection de
l'environnement, de défense
des droits humains auprès
des populations défavorisées
mais aussi des actions
d'éducation à la solidarité
internationale et de
plaidoyer.
www.coordinationsud.org